

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

B. Renouvin nommé
au conseil économique
et social (voir page 5)

les socialistes ont-ils un avenir ?

hommage
à Michel Foucault
par Gérard Leclerc (p. 8)

M2242-410-9 F DU 19 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1984 - 14ème année - N° 410 - 9 F

de beaux restes

Il n'y a pas besoin d'être communiste pour aller à la Fête de l'«Huma». Les mauvaises langues pourraient rajouter: heureusement, car il n'y aurait plus grand monde...

Il reste que le traditionnel rassemblement organisé chaque année par le journal du P.C.F. est une des dernières fêtes réellement populaires dans notre pays, et qu'il mérite à ce titre, tout notre intérêt. Ni la désaffection croissante de l'électorat à l'égard du Parti, ni la diminution sensible du nombre de ses militants, n'ont, semble-t-il en rien modifié le déroulement ou la fréquentation du parc de la Courneuve, samedi et dimanche dernier. A cela, plusieurs raisons. Primo, comme nous le disions plus haut, de nombreux curieux, non-communistes, viennent là en «touristes». A la Fête de l'Humanité on peut boire un coup, manger les spécialités des provinces de France, faire un tour de manège, écouter enfin les groupes ou les chanteurs à la mode, sans parler politique. Il y a tout à parier que beaucoup de jeunes parmi ceux qui écoutaient, samedi soir, le concert de Nina Hagen, n'avaient pas lu le Capital, même dans une version B.D.... Le P.C. joue d'ailleurs sur cet aspect des choses. Il a mis un point d'honneur à «faire du monde». Il s'agissait pour le mouvement de

Georges Marchais de démontrer qu'il pouvait encore remuer les «masses populaires». Sur ce point, la réussite était prévisible, mais pour ensuite «aller dans le bon sens», selon un des slogans du jour, c'est une autre histoire...

Seconde raison au succès de cette fête, la grande mobilisation des militants actifs. A coup sûr, un «écrémage» a eu lieu. Sont restés au sein du Parti, les plus anciens, les plus convaincus, les plus dévoués. Pour certains d'entre eux, le P.C. est comme une famille, une Eglise. Au détour des allées on voyait telle femme communiste proposer des gâteaux «faits maison», sans doute confectionnés par elle-même et dont la vente irait à la section locale, un peu comme pour une kermesse catholique... Un œil expert, habitué au petit monde politique de sa ville, passant devant le stand de ladite cité, reconnaissait aisément les «vieux grognards» des cellules, au cuir tanné par les ventes à la criée, souvent en même temps employés municipaux... Un conseiller général, alerte quinquagénaire, ne dédaignait pas de rameuter le chaland pour une

loterie : nécessaire dialogue avec la base ou manque de «voix» ? D'ailleurs, bien des buvettes, restaurants ou autres, semblaient débordés : pléthore de clients ou manque de bras ?

Enfin, une dernière explication se fait jour. On crie trop fort au déclin «inéluable» du P.C.F.. Nous savons depuis le «sens de l'histoire» ce qu'il en est de l'«inéluable», alors... Il semble que le Parti pourrait réussir à retrouver un public. La teneur des slogans que l'on a lus à La Courneuve est fort édifiante. Le P.C.F. utilise de plus en plus une langue ultra-primaire. Un orateur moyen doit connaître une centaine de mots. Il «cible» ainsi les classes les plus défavorisées de la population: des chômeurs et des jeunes souvent sans aucune référence sociopolitique et qui sont prêts à croire aux solutions miracles. Or, cette couche sociale a tendance à se développer. L'inadaptation du système éducatif, la «restructuration» de l'industrie, risquent de recréer un «prolétariat», habitant des grandes cités, sans culture, sans racine, où l'on retrouvera le jeune Français paumé et l'immigré de la seconde génération.

Et cette Fête de l'Huma où l'idéologie était au niveau zéro, illustre bien ces propos. Quelques slogans : «Aller vers les gens», «Oui à une école de la réussite» (qui dirait non ?), «Des emplois, c'est possible» donnait à penser que tout serait si simple si Marchais devenait Premier ministre... Très significatif, le portrait du Général Barbu, invitant les passants à «casser la graine» : «Manger, c'est capital !».

Aujourd'hui, l'extrémisme a le vent en poupe dans notre pays. On l'a vu aux Européennes où le Pen a fait 11% et les «L.S.D.» 3%. C'est du moins la leçon que le P.C.F. a retenue. Résolument, il entend désormais brosser le tableau d'un monde en rouge et noir. Ce pari, celui de Le Pen et de Marchais peut-il se révéler payant ? Peut-être si l'on ne fait en sorte de redonner à tous les Français, et en particulier à tous ceux que la crise touche de plein fouet, une espérance. En attendant, il va falloir prendre plus que jamais des leçons de «Novlangue» pour comprendre l'Humanité. Comme le proclamait l'inscription sur le tee-shirt d'un militant rencontré samedi soir : «XXVème congrès : fini la rigolade !»

Annette DELRANCK

Il est vrai que le prédécesseur avait déchaîné la tempête, puis - bien injustement il faut le dire - endossé les amères responsabilités de la défaite. On lui avait confié une mission impossible à ce pauvre Savary : donner un début de réalisation aux promesses du candidat François Mitterrand pour une unification du système scolaire français, mais sans fâcher les catholiques. La quadrature du cercle. Il s'y est essayé avec un beau courage, non sans quelques déboires. Enfin, il crut avoir trouvé la bonne formule. Las ! C'était compter sans l'extrémisme du camp laïc, et surtout la calme détermination du Père Guiberneau bien résolu à ne jamais transiger sur les points les plus dangereux du projet.

Savary a payé pour tout le monde. Ce qui s'est trouvé sanctionné en ce début d'été c'est une volonté idéologique malfaisante, le projet global de la gauche de faire enfin l'école unique. La réponse du pays a été à la mesure de la formidable bétise du pouvoir. Dans son malheur, ce dernier a eu au moins la chance d'avoir un interlocuteur ferme mais plus qu'honnête, sûr de son bon droit mais résolu à le défendre dans le cadre strict des justes relations entre un Etat et la société civile, hors des récupérations politiciennes. Et si l'opposition a pu faire ses choux gras de la querelle, c'est que le pouvoir a eu l'inconscience de lui faire cadeau de ce magnifique terrain de la lutte pour les libertés.

Mais inutile d'épiloguer plus longtemps. Il faut espérer que la leçon a été tirée par les intéressés. Ceux-ci doivent avoir conscience que la courageuse et très politique initiative du président de la République a permis un tournant qui, réussi ou pas était indispensable pour que la gauche se reprenne. Et elle ne se reprendra que si elle a une exacte conscience de ce qui s'est passé en 1984. Bruno Frappat n'avait pas tort d'analyser dans «Le Monde» la grande manifestation du 24 juin en termes de mouvement social profond, en lui donnant l'importance de Mai 68. Il s'agit bien d'une réalité de fond sur laquelle il importera de réfléchir longtemps encore pour comprendre les enjeux politiques et culturels à venir.

Un signe parmi d'autres; la participation de nombreuses délégations de l'enseignement public ce jour là, en particulier des parents d'élèves. La pluralité des écoles est entrée dans les mœurs, et la demande des parents devra être prise



éducation : ce sera dur !

«Après la pluie, le beau temps». Jean-Pierre Chevènement a trouvé le mot. Souhaitons lui pourtant bon vent. Il en aura besoin pour ce voyage qu'il entreprend dans des zones dont il ne connaît pas forcément toute la configuration. Elles sont parfois dangereuses peut-être d'autant plus qu'elles sont amicales. Lui, qui a tellement le sens de l'Etat saura bientôt à quelle féodalité il arrive à la République de se coller; lorsqu'elle n'est pas colonisée par elle. Bref, être ministre de l'Education nationale ce n'est pas du gâteau.

en compte dans le public comme elle l'est dans le privé. Surtout, l'intérêt de l'opinion pour les questions scolaires lui a rendu plus familières certaines notions, les principaux acteurs du système et la nature véritable des problèmes. Il ne sera plus possible dans les années à venir de continuer à jouer le même jeu soigneusement masqué à ceux qui ne sont pas dans les arcanes de l'administration et de la machine syndicale.

Les livres qui sortent, qui ne sont pas tous également intéressants mais qui finissent par faire surgir quelques vérités essentielles, les débats qui s'instaurent (voir aussi les revues, les hebdomadaires), l'écho que leur donnent malgré tout les médias de l'audiovisuel, tout cela concourt à une sensibilisation générale du public. L'émission de Pivot le jour de la rentrée a permis de faire connaître l'enquête de Hamon et Rotman publiée au Seuil

et le livre fondamental de Jean-Claude Milner «De l'école» publié chez le même éditeur. Ces deux ouvrages donnent l'essentiel de la question scolaire. L'enquête a le mérite de faire le point sur ce qui se passe réellement dans les établissements. Elle permet une vérification générale de tous les témoignages particuliers et des pamphlets parus ces derniers mois. Elle atteste aussi d'une difficulté générale à faire passer le contenu des connaissances auprès d'une masse de lycéens trop souvent amorphes et insensibles, d'autant que des problèmes de violence, de drogue viennent rendre la vie quotidienne impossible. L'essai de Milner pose la grande question de fond : n'a-t-on pas fait fausse route à droite comme à gauche avec les réformes qui ont empiré plus qu'elles n'ont arrangé la situation. Qui plus est ce mythe de la réforme ne sert-il pas à détourner l'attention de la



■ Jean-Pierre Chevènement

transmission des connaissances au profit d'une idéologie du bonheur, transmise par des gens qui ne songent qu'à bien faire mais qui finissent par oublier la finalité de l'école. Par ailleurs, l'administration est trop contente de ces réformes qui lui coûtent beaucoup moins cher que ne lui coûterait la constitution d'un système scolaire hautement performant. Quant à la corporation, c'est-à-dire la Fédération de l'Education Nationale que le Syndicat national des Instituteurs contrôle entièrement, son seul but en soutenant les réformes est d'accroître son emprise sur l'ensemble de l'institution.

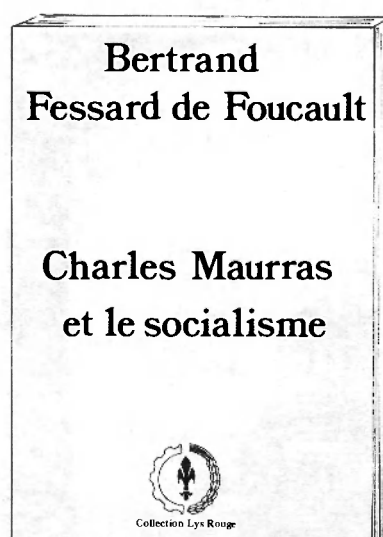
Jean-Pierre Chevènement a lu Milner. Il est hautement probable que beaucoup de ses idées l'ont

séduit. Pourra-t-il prendre le taureau par les cornes, remettre la FEN à sa place et rendre courage et dynamisme à cette armée d'enseignants trop mal aimés dont le plus grand nombre est de bonne volonté ? Ce qui est sûr, c'est que la lutte sera dure. La façon dont le ministre a repris le dossier de l'enseignement privé augure bien de son action, à condition que la rédaction ultérieure des textes législatifs et réglementaires ne relance pas la querelle. Il serait sage en particulier de laisser à l'enseignement catholique la maîtrise de la gestion de son corps enseignant. Nous n'avons décidément pas besoin d'une reprise des hostilités.

G.L.

ÉDITION

«charles maurras et le socialisme»



PREMIERE PARTIE «LA NÉCESSITÉ CONTRE LES NUÉES»

Chapitre I

- La genèse d'une réaction
- 1. Le chemin d'Athènes
- 2. Romantisme est Révolution
- 3. L'«Affaire»
- 4. La synthèse royaliste

Chapitre II

- Le rejet de la démocratie sociale
- 1. L'inégalité naturelle
- 2. L'organisation
- 3. Progrès et raison
- 4. Nature sociale et réalité

Chapitre III

- Le combat d'un analyste
- 1. La forme du combat
- 2. Socialisme et communisme
- 3. Socialisme et nationalisme

DEUXIEME PARTIE L'ORGANISATION

Chapitre IV

- Les «questions sociales»
- 1. La manière de poser la question
- 2. Le capital et la propriété
- 3. La place et le rôle de l'Etat
- 4. Classes et syndicalisme

Chapitre V

- «Politique d'abord I»
- 1. Politique et réalité
- 2. Politique et action
- 3. Politique et éthique

Chapitre VI

- L'ordre naturel
- 1. Hérité
- 2. Autorité
- 3. Association

Conclusions
Repères chronologiques

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à «Royaliste»
CCP 18 104 06 N Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le livre de B. Fessard de Foucault qui paraîtra en octobre 1984 et verse pour cela la somme de 140 F (édition originale), 120 F (édition normale).

et la justice sociale ?

Laurent Fabius saura-t-il allier l'efficacité économique et la justice sociale ? Les avis sont partagés. Pour le moment, le gouvernement a choisi le pragmatisme contre toute politique sociale ambitieuse.

Le départ de Pierre Mauroy était salubre. Nous l'avions dit bien avant la décision du président de la République. «Changer d'homme pour changer de politique», propositions nous tout aussitôt. L'échec social de la politique Mauroy-Delors est patent; les dernières semaines de son mandat, le maire de Lille a accumulé les maladroites significatives : en déclarant à la veille des élections européennes qu'il fallait «repandre» la lutte contre le chômage, Pierre Mauroy reconnaissait l'abandon de cette revendication combien chère à la gauche; en affirmant à la télévision que le chômage était «le prix à payer» de la modernisation, le Premier ministre avait tout bonnement déconsidéré la générosité des socialistes. Même Raymond Barre n'aurait pas osé. Avec 25.000 demandeurs d'emplois supplémentaires par mois et une gestion sociale du chômage à bout d'imagination et de subsides, le nouveau gouvernement a fort à faire. D'autant qu'un mouvement d'idées perçant de toute part, à gauche comme à droite, conteste la notion même de «justice sociale». Le «néo-libéralisme» de mode reste fidèle à l'ancien : les agissements des individus dans le cadre du «marché» régulent au mieux l'économie, la dimension sociale n'existe pas, ne doit surtout pas exister, pour ne pas entraver le jeu des intérêts individuels. Si les dames patronnesses et les confréries charitables sont là pour aider les victimes du système, tant mieux. Si elles font défaut, tant pis. Une politique sociale exige de l'Etat qu'il intervienne, dirige et protège. Ne prononcez pas ces mots, certains vous suspecteraient presque de fascisme.

Situation difficile pour Laurent Fabius, tant sociale que psychologique. Le discours du jeune Premier ministre est épuré de toute

référence idéologique; dire la vérité, même douloureuse, est le seul souci constant, avec la modernisation et le rassemblement. Voilà qui a du bon : la gauche a trop



été entraînée dans des promesses inconsidérées. On ne joue pas innocemment avec l'espoir de ceux qui sont ou qui seront au chômage. A cette exigence du parler-vrai s'ajoute un souci social évident : «la société doit être organisée en cherchant à réduire les inégalités; c'est cela le socialisme moderne», a dit Laurent Fabius à «l'Heure de vérité». Il s'est indigné, dans cette même émission, des incidents survenus à l'usine Citroën d'Aulnay et a souhaité le renforcement des syndicats. Au-delà d'un profil technocratique très giscardien, n'oublions tout de même pas que Fabius attaqua au congrès de Metz l'«économie de marché» façon Rocard, qu'il taxa en 1981 les grosses fortunes et se départit en mars 83 du libéralisme delorien. Pierre Bérégovoy, qui n'est pas lui non plus un forcené de la «rigueur», souhaite le maintien du pouvoir d'achat moyen et Edith Cresson se refuse à faire des licenciements une manière de poli-

tique. Serions-nous entrés dans l'après-Delors ?

Quelques signes intéressants et prometteurs qui n'annoncent cependant pas un printemps social. Oui, Laurent Fabius a un souci de justice sociale, mais au sens d'inquiétude, d'anxiété. Face aux blessures du tissu social, il choisit une série de mesures pragmatiques qui ne forment pas une politique d'ensemble.

Le chômage. Le problème numéro un, personne n'en disconvient. Un million de jeunes de moins de vingt-cinq ans sont acculés au chômage (21% des actifs de cette génération). En un an, le nombre global des chômeurs a augmenté de 15,4%. Sous le pouvoir de gauche, 12 millions de Français ont connu le pointage à l'A.N.P.E. Au moment où chacun tire à soi la Constitution, qui re-

catégories sociales s'organisent et protestent, à l'exception des chômeurs) : une classe d'âge qui fera le monde de demain est exclue de la société d'aujourd'hui. Ces drames individuels composent un traumatisme national qui hypothèque gravement l'avenir du pays tout entier, il est toujours bon de le rappeler. Laurent Fabius entend mener le combat sur cinq fronts déjà explorés sous Pierre Mauroy : la croissance (mais «pas dans l'immédiat»), le développement des P.M.E. (l'exemple américain), l'organisation du temps choisi (résurgence embellie de la réduction du temps de travail ?), les travaux d'intérêt collectif (appelés stages Jeunes Volontaires sous le gouvernement précédent), la formation. Seul ce dernier point, présenté comme «la clé de tout», prend l'allure d'une ambition véritable : donner à chaque jeune de moins de vingt et un an, fin 1985, soit un travail, soit une formation. Mais les propositions de Fabius font figure de «néo-libéralisme teinté de social», selon l'expression d'Edmond Maire. En dernier ressort, c'est le bon fonctionnement économique qui décidera de l'amélioration sociale : «Je ne m'engage pas sur un chiffre car les créations d'emplois dépendent avant tout des entreprises».

La grande pauvreté. Elle est en augmentation considérable depuis quelques années. La modification de l'attribution des allocations-chômage a rejeté 230.000 sans-emplois de l'A.S.E.D.I.C. Les «fin-de-droits» se multiplient, les associations d'entraide sont submergées par les demandes élémentaires (nourriture, logement et vêtements). Pour ces centaines de milliers de déshérités qui n'ont que 1.200 F mensuel pour vivre, qu'auront signifié les paroles du Premier ministre ?



Les impôts. Ils baisseront, c'est promis. Mais quelle importance pour les millions de foyers trop modestes pour être frappés d'impôts sur le revenu ! Par contre, la hausse des tarifs publics (téléphone et essence, qui ne sont pas des produits somptuaires) frappera les foyers en question plus durement que les hauts revenus exemptés de la surtaxe exceptionnelle.

Le S.M.I.C. Ce n'est pas le bout du monde (les ouvriers allemands ont des salaires de 30% supérieurs) et pourtant sa progression est sévèrement contrôlée; elle est identique à celle des premières années du septennat giscardien.

Les licenciements. Régulièrement, des chiffres à plusieurs zéros sortent des cartons. Dans les grands secteurs de l'industrie, il faut «dégraisser», comme on dit, avec cynisme. Derrière les chiffres, des familles détruites, des régions ravagées. Aujourd'hui Citroën et Creusot-Loire. Bientôt l'ensemble du secteur automobile. Et quoi encore ?

Les inégalités. En période de crise, elles deviennent insupportables. Laurent Fabius n'a pas évoqué l'éventualité d'une réforme fiscale. Pourtant, les nations modernes ont pour la plupart des fiscalités beaucoup plus justes que le système français. Alors ? Les incidents racistes contre les immigrés se sont multipliés cet été. Qu'attend-t-on pour s'inspirer du modèle britannique, où les immigrés ont presque autant de droits que les autochtones ?

A la différence de Jacques Delors dont le libéralisme économique ressemblait à un catéchisme, celui de Laurent Fabius est pragmatique, ouvert, dicté par les conséquences de plus d'une année de «rigueur». Si la justice sociale reste à l'ordre du jour, le gouvernement n'a pas de politique sociale à proprement parler. «Libération» prétend que des consignes très fermes auraient été données pour ramener le nombre des chômeurs à deux millions. «Le Nouvel Observateur» révèle qu'un superplan anti-chômage serait en préparation». Nous verrons bien, et nous suivrons le conseil du Premier ministre : «Jugez selon les résultats». Mais il ne faudrait pas que se réalise la prévision de François Mitterrand à Giscard d'Estaing en 1981 : «votre politique, c'est 2,5 millions de chômeurs en 1985».

Emmanuel MOUSSET

que pensez-vous des hommes politiques ?

A l'instar d'une photographie, un sondage ne saurait être un reflet exact de la réalité, mais plutôt un élément révélateur d'une certaine réalité.

Ce n'est un secret pour personne, les hommes politiques passent leur temps à nous raconter des histoires. Mais depuis le 5 septembre (date de la parution d'un sondage réalisé par la SOFRES pour le quotidien «Le Monde»*) cela est officiel. En effet une écrasante majorité des Français (82%) estime que les hommes politiques «ne disent pas la vérité»...

Mais ce n'est pas tout, une deuxième évidence s'impose : il y a un décalage total entre le discours tenu par la classe politique et les préoccupations de nos concitoyens. Ainsi 62% d'entre eux considèrent que les politiciens «ne traitent pas des grands sujets qui concernent la vie des Français» et qu'au lieu de réclamer sans cesse la dissolution de l'Assemblée Nationale (13% seulement en sont partisans) ou de se fourvoyer dans des polémiques inutiles, ils seraient bien inspirés de se pencher avec un peu plus de sérieux sur des problèmes comme le chômage, la délinquance, l'avenir de l'industrie ou encore les risques de guerre.

Une autre constatation se dégage immédiatement de ce sondage. Entre les hommes politiques et les Français qu'ils sont censés représenter, le courant ne passe pas. 54% des personnes interrogées pensent qu'ils «disent tout à peu près la même chose», en des «termes plutôt archaïques». La classe politique ne parvient donc pas à instaurer les conditions d'un véritable dialogue. Et les tergiversations de cet été, autour du référendum, les hésitations du Parti communiste sur sa non participation au gouvernement Fabius ou les prises de position des principaux responsables de l'opposition ne risquent pas de contribuer à un renversement de situation.

Face à ce rejet par l'ensemble des Français de tout ce qui touche à la politique, la seule solution envisagée dans le sondage pour remédier à ce malaise persistant, est de professionnaliser la politique. Remède auquel 69% des «sondés» sont favorables. Cette réaction est dangereuse car la politique, dans la mesure où elle n'est pas uniquement subtiles magouilles et bavardages stériles, dans la mesure aussi où elle concerne la vie de la cité, doit être l'affaire de tous : nos libertés sont en jeu.

Un second élément de réponse est inquiétant à bien des égards, il s'agit du pourcentage (64%) des personnes favorables à une réduction à cinq ans du mandat présidentiel. Certes une telle réforme correspondrait à la possibilité de remettre en cause plus fréquemment des choix fondamentaux, mais n'est-ce pas justement de cela que souffre la France depuis fort longtemps ? Sans projet politique précis, défini dans le long terme, aucune solution aux problèmes économiques, sociaux et culturels n'est envisageable. Heureusement, au cours de son allocution télévisée, Laurent Fabius a déclaré que ce problème n'était pas à l'ordre du jour. Mais si une telle réforme constitutionnelle naissait dans la tête d'un homme politique en mal de sensationnel il faudrait réagir avec la dernière énergie.

L'avertissement donné par ce sondage à la classe politique portera-t-il ses fruits ? Si oui, quand ? Si non, comment se manifestera à l'avenir cette défiance ? Peut-on attendre un sursaut des Français ?

Patrice LE ROUÉ

* Sur la manière dont les Français jugent la classe politique.

au conseil économique et social

Le Conseil des Ministres du 28 août a nommé Bertrand Renouvin au Conseil économique et social au titre des quarante «personnalités qualifiées dans le domaine économique, social, scientifique ou culturel». C'est là une raison supplémentaire de s'intéresser à une assemblée dont le rôle vient d'être accru.

Créé en 1958, le Conseil économique et social est une assemblée consultative qui est composée, outre les quarante personnes évoquées plus haut, de représentants des principales activités de la nation (syndicats de salariés, entreprises privées et publiques, industrielles et agricoles, associations familiales...) Son rôle est de donner au gouvernement des avis sur les différents projets qui lui sont soumis, notamment les projets de loi de programme et les plans. Il peut aussi, de sa propre initiative, présenter des rapports sur les réformes qui lui paraissent nécessaires. La réforme votée par le Parlement en juin dernier a notamment institué une procédure d'urgence qui permettra au Conseil économique et social de donner son avis sur les textes en préparation. Quant à la composition du Conseil, elle a été rééquilibrée par la même loi organique de juin 1984, qui introduit une représentation des professions libérales et des associations autres que familiales. Assemblée réputée pour sa compétence et son efficacité, le Conseil Economique a joué, par ses avis et ses rapports, un rôle important. La réforme dont il vient de faire l'objet lui donne les moyens de l'accroître.

Sylvie FERNOY

COMMUNIQUÉ

La Nouvelle Action Royaliste se réjouit de la nomination de son directeur politique, Bertrand Renouvin au Conseil Economique et Social. Un tel choix manifeste l'ouverture d'esprit du gouvernement et honore une tradition de pensée trop longtemps tenue à l'écart de la réflexion et du débat collectifs.

Paris, le 30 août 1984

La bataille du référendum, qui a occupé la classe politique cet été ne peut être seulement considérée du point de vue de l'affrontement entre la droite et la gauche. Il est clair que le Président de la République a voulu dans son allocution du 12 juillet, sortir d'une impasse et démontrer l'inanité de la querelle qui était faite à sa majorité (la gauche «liberticide»). Il est évident que l'opposition a tout fait pour enrayer une procédure qui la mettait en porte à faux. Il est vrai que cette lutte souvent confuse s'achève sans vainqueur ni vaincu. Cependant, des questions institutionnelles demeurent. Alors que les rapports de force entre les partis ne peuvent être modifiés avant 1986, la pratique de la Constitution risque désormais d'être changée, par rapport à sa lettre comme dans son esprit. En raison de l'opposition systématique du Sénat, c'est la pratique du référendum qui est en question, c'est un aspect essentiel de la participation des citoyens à la vie publique qui est menacé.

Rappelons d'abord l'intention affirmée par le Président en juillet. Elle est très claire, même si la procédure choisie pose un certain nombre de problème constitutionnels. En juin, alors que la querelle scolaire bat son plein, l'opposition sénatoriale propose que la question de la liberté de l'enseignement soit soumise à référendum. Apparemment, l'opposition joue sur du velours : si le Président accepte un tel référendum sur une telle question, il sera désavoué et forcé de se démettre. S'il refuse, la droite aura beau jeu de dire que le «socialo-communisme» est l'ennemi des libertés. Mais la proposition du Sénat est juridiquement inacceptable. Aux termes de la Constitution, le référendum ne peut porter, outre certains traités internationaux, que sur «l'organisation des pouvoirs publics». C'est ce que le Président de la République souligne, à juste titre, dans son allocution du 12 juillet. Loin de considérer comme «illégitime et choquant» un référendum sur l'école, il constate que l'article 11 ne permet pas la mise en œuvre d'une telle procédure. Le Président est dans son rôle, puisque sa mission est de veiller au respect de la Constitution. Il est aussi dans son droit lorsqu'il fait usage de la possibilité d'initiative référendaire pour engager une révision constitutionnelle. Il s'agit, dit-il, d'élargir l'article 11 afin que les Français puissent être consultés «sur les grandes questions qui concernent ces biens précieux et inaliénables que sont les libertés publiques», donc de se prononcer, éventuellement sur la liberté de l'enseignement.

La position présidentielle est rigoureuse sur le fond et l'opposition se trouvera, un temps, désarmé. Cependant, comme on l'a vu pendant l'été, la méthode choisie présentait des risques.

LA QUESTION JURIDIQUE

Pour réviser l'article 11 de la Constitution, le Président décide d'utiliser la procédure prévue par l'article 89. Là encore, F. Mitterrand est fidèle à la lettre du texte, mais il se lie les mains. Pour le comprendre, il faut relire les deux articles qu'il a invoqués au cours de son allocution. Que dit l'article 11 ? Il dispose que le Président, sur proposition du gouvernement, ou des deux Assemblées, «peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics...». Pour étendre le champ d'application de l'article 11, il faut donc que celui-ci soit modifié. C'est là qu'intervient l'article 89, qui porte sur la révision constitutionnelle. L'initiative de la révision appartient «concurrentement au Président de la République, sur proposition du premier ministre, et aux membres du Parlement». Deux procédures sont alors possibles :

— ou bien les assemblées votent le projet ou la proposition en termes identiques et le référendum qui intervient après le vote rend la révision définitive.

— ou bien le projet vient devant le Parlement réuni en Congrès et le projet n'est pas soumis à référendum.

Ces différentes procédures ont toutes été utilisées depuis 1958. Après le référendum de 1958, organisé en vertu de la constitution de la IV^{ème} République, plusieurs référendums ont concerné l'organisation des pouvoirs publics selon l'article 11 : celui du 8 janvier 1961 sur l'autodétermination en Algérie, celui du 8 avril 1962 sur les accords d'Evian, celui du 27 avril 1969 sur la régionalisation et la transformation du Sénat, celui - nous y reviendrons - sur l'élec-

référendum

tion du Président au suffrage universel. C'est aussi en application de l'article 11 que la ratification des traités d'élargissement de la C.E.E. a été soumise à référendum par G. Pompidou le 23 avril 1972. Quant à l'article 89, il a été mis en œuvre deux fois. L'une par G. Pompidou, qui avait soumis aux Assemblées un projet de réduction du mandat présidentiel. Adoptée par le Parlement, cette réforme n'avait pas été soumise à référendum. L'autre par V. Giscard d'Estaing, qui avait soumis au Congrès et fait adopter par celui-ci diverses modifications du texte de 1958.

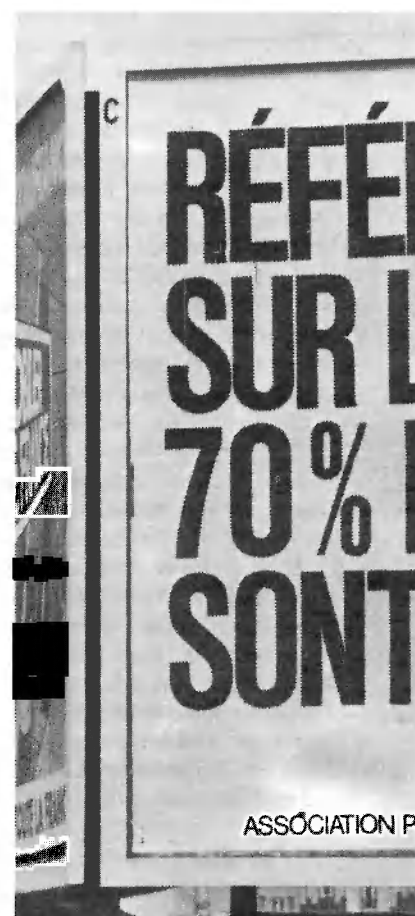
Ces référendums n'avaient jamais été sérieusement contestés sur le plan juridique à l'exception de celui d'octobre 1962, qui provoqua une très vive polémique. A cette époque, le général de Gaulle avait choisi, de préférence à la voie parlementaire prévue par l'article 89, la procédure directe prévue par l'article 11 - estimant que l'élection du Président au suffrage universel concernait «l'organisation des pouvoirs publics». Président du Sénat en tête (G. Monnerville avait accusé le premier ministre de «forfaiture») l'opposition d'alors avait vigoureusement contesté cette lecture de la Constitution, qui fut cependant approuvée par une large majorité de Français. De fait, après s'être opposé au référendum de 1962, les meilleurs juristes de notre pays (le recteur M. Prelot, le doyen G. Vedel) ont estimé que le résultat du référendum avait rendu légitime l'interprétation gaullienne de l'article 11. Employée une nouvelle fois en 1969, la procédure directe (sans accord préalable des assemblées) n'avait pas rencontré d'opposition farouche. C'est donc à bon droit que l'actuel Président aurait pu décider une consultation directe du peuple français, conforme à l'esprit de la Constitution et à une pratique entérinée par le suffrage universel. Le choix de la voie parlementaire l'exposait à une épreuve qui ne pouvait être surmontée.

L'AFFRONTEMENT POLITIQUE

L'échec était inscrit dans la conjoncture politique. Rapide-

ment, A. Poher demande que la révision soit soumise au Parlement réuni en congrès afin que cette réforme «économise du temps et de l'argent» et «perde son caractère ambigu». Ces arguments sont faibles et traduisent le désarroi de l'opposition devant l'initiative présidentielle. Voter oui à un projet présenté par l'adversaire lui paraît impossible. Mais voter non serait pour elle périlleux car elle serait désavouée par un corps électoral majoritairement favorable à la réforme. Quant à l'abstention, elle laisserait à J.-M. Le Pen le monopole de la campagne pour le non. D'où la solution retenue par l'opposition : rejeter purement et simplement le projet présidentiel, par le biais de la «question préalable», afin de rendre impossible la procédure prévue par l'article 89.

Cette attitude s'explique du point de vue politique, mais elle est injustifiable sur le fond. Quels sont, en effet, les arguments avancés par l'opposition sénatoriale ? J. Lecanuet a résumé ses thèses en déclarant que «obscur en droit,



et démocratie

oblique en politique, dangereux pour la liberté, le projet n'est qu'une manœuvre qui ne pourrait aboutir qu'avec le concours et le soutien de l'opposition nationale en la rendant complice d'une régression des libertés». Ainsi, trois grands arguments ont fondé la campagne et le refus de la droite :

1/ le référendum proposé par F. Mitterrand est juridiquement inutile : le texte constitutionnel, dans sa rédaction actuelle, permet l'organisation d'un référendum sur les libertés, notamment sur celle de l'enseignement qui concerne l'organisation des pouvoirs publics;

2/ le référendum est politiquement «oblique» car sous le projet de révision constitutionnelle se cache une intention plébiscitaire. En gardien sourcilieux de la démocratie, le Sénat ne peut que s'opposer à une telle «manœuvre»;

3/ le référendum est dangereux pour la liberté : c'est la thèse de

A. Madelin qui dénonçait le risque d'une utilisation démagogique du référendum. Il aurait permis, selon lui, de chasser les immigrés ou d'interdire le droit de grève.

A cette triple contestation, les partisans du référendum ont à juste titre répondu que :

— la rédaction actuelle de l'article 11 ne permet pas de référendum sur les libertés publiques et notamment sur celle de l'enseignement : d'une part, l'Université n'est pas un pouvoir public; d'autre part, même si on prend le biais des rapports entre l'Etat et les collectivités locales, «un étudiant de première année de droit serait collé s'il confondait (l'organisation des pouvoirs publics) avec la répartition des compétences entre eux», comme l'écrivait M. Duverger (1). La réforme constitutionnelle est donc nécessaire;

— l'intention plébiscitaire du Président est d'autant plus inexistante qu'il a choisi la procédure de l'article 89, qui fait de l'accord entre les assemblées la condition nécessaire du référendum;

— le risque que présenterait le référendum sur les libertés pour... les libertés est d'autant plus sophistique que le projet de loi constitutionnel a pour objet de «permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés». Seroit donc inconstitutionnel un référendum qui restreindrait les libertés. Cela de façon si évidente qu'il ne serait pas nécessaire de demander l'avis préalable du Conseil Constitutionnel comme cela avait été suggéré.

Le Sénat n'a évidemment pas tenu compte de ces arguments. Il s'agissait pour l'opposition de barrer la route à tout projet présidentiel, quel qu'il soit. C'est ce que M. Pasqua a très crûment déclaré au mois d'août : «tout référendum pour lequel le pouvoir aura besoin de l'aval du Sénat lui sera refusé». De fait, le projet de révision a été enterré en deuxième lecture par la haute assemblée et le Président s'est incliné. L'opinion, quant à elle, semble peu troublée par l'attitude contradictoire du Sénat qui réclame une consultation populaire en refusant le moyen à partir d'une lecture laxiste du texte constitutionnel, et du retournement des gaullistes ou prétendus tels qui s'abritent derrière les pratiques les plus parlementaristes.

PORTÉE D'UN VETO

L'échec du projet de réforme constitutionnelle pose trois questions quant à l'avenir des institutions :

— la première concerne la pratique du référendum. Le risque est grand que cette pratique tombe en désuétude comme naguère, sous la III^{ème} République, le droit de dissolution. Or le référendum constitue, dans l'état actuel des choses, le seul moyen par lequel le peuple peut s'exprimer directement, par delà les professionnels de la politique et leurs stratégies parlementaires. Par son opposition systématique, le Sénat porte donc atteinte à l'exercice de la démocratie, heureusement élargi par le général de Gaulle;

— la seconde concerne l'équilibre entre les assemblées. Contre sa propre tradition, la droite gaulliste

s'appuie sur un Sénat structurellement conservateur pour s'opposer au gouvernement et au Président. De son côté, V. Giscard d'Estaing s'est prononcé pour un strict bicaméralisme (égalité des pouvoirs entre l'Assemblée nationale et le Sénat) pour tout ce qui concerne les libertés. Une telle évolution serait évidemment contraire à l'esprit de la V^{ème} République et à l'exercice de la démocratie représentative;

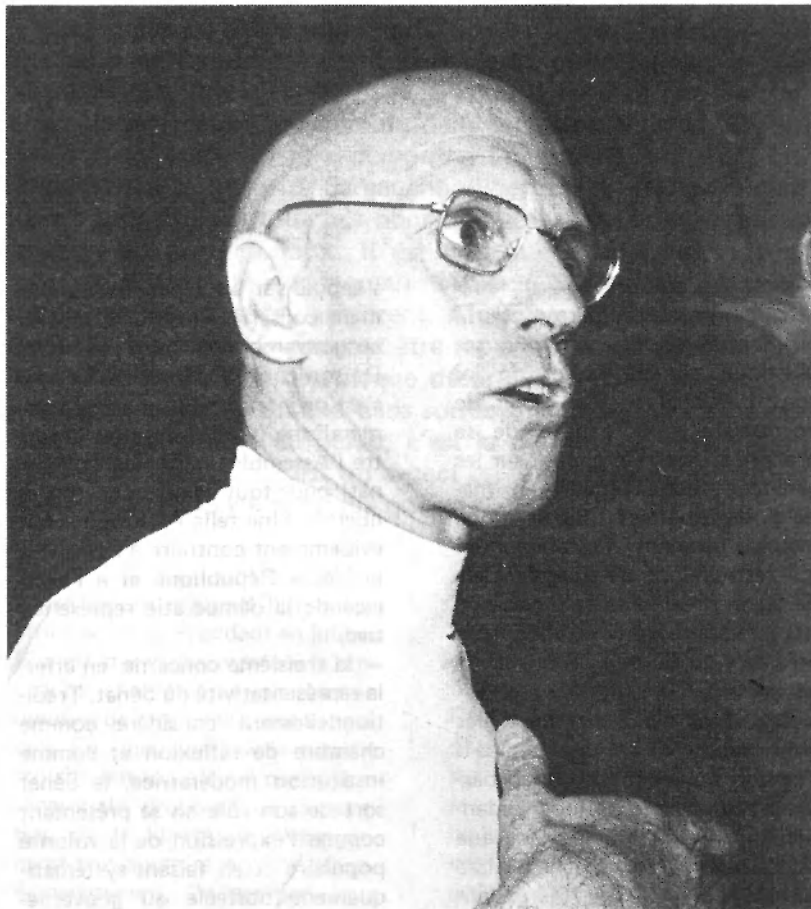
— la troisième concerne, en effet, la représentativité du Sénat. Traditionnellement considéré comme chambre de réflexion et comme institution modératrice, le Sénat sort de son rôle en se présentant comme l'expression de la volonté populaire et en faisant systématiquement obstacle au gouvernement. Le Sénat est en effet une institution faiblement représentative, du fait de son mode de renouvellement qui introduit un décalage entre la composition de l'assemblée et les tendances de l'opinion, et en raison du mode d'élection des sénateurs. D'une part il sont élus au suffrage indirect, d'autre part, comme le soulignait M. Duverger, «lors du renouvellement de 1983, 53,9% (des délégués des municipalités) représentaient les communes ayant moins de 3500 habitants, lesquelles ne réunissent que 34,5% de la population française... mais votent plus à droite que l'ensemble du pays. Au contraire, 10,6% seulement des délégués municipaux venaient des communes de 30.000 habitants et plus, qui regroupent (...) 32,9% de la population (2).

Est-il acceptable qu'une assemblée si peu représentative paralyse le travail parlementaire ? Est-il tolérable que cette assemblée si peu démocratique puisse interdire, comme elle vient de le faire, la consultation directe des Français ? Tentée en 1969 par le général de Gaulle, la réforme du Sénat devra être, un jour ou l'autre, envisagée.

Yves LANDEVENNEC

(1) «Le Monde», 31 juillet 1984.
(2) «Le Monde», 11 juillet 1984.





La disparition prématurée de l'auteur des «Mots et des choses», à l'aube de cet été m'a fait aussi mal qu'à ceux de ma génération qui avaient été ses proches compagnons de combat.

C'est que nous avons tous notre dette à l'égard de Foucault, dont la rare rigueur intellectuelle transcende les engagements politiques et même la philosophie personnelle par ailleurs suffisamment énigmatique et ouverte pour laisser place aux plus larges interrogations. Beaucoup ont parlé de son rire, de ce rire qu'il évoque à plusieurs reprises dans son œuvre et auquel il semble donner une valeur démystificatrice, socratique. J'en garde personnellement aussi un souvenir de cristal, un sentiment de limpidité presque enfantine.

A vrai dire une seule rencontre à son domicile, après un article dans «Royaliste» au lendemain d'un article consacré à «La volonté de savoir», premier tome de son «Histoire de la sexualité», me permet d'évoquer ce rire pour mieux me souvenir de l'homme. Il nous avait invités Arnaud Fabre et moi, pour un échange afin de mieux nous connaître. La conversation était déjà bien engagée, lorsqu'un visiteur surgit. Foucault lui expliqua : «Ces messieurs sont de la nouvelle action royaliste. Et nous tentions mutuellement de nous expliquer pourquoi nous sommes d'accord». C'était beaucoup de gentillesse de sa part. Mais il ne pouvait s'empêcher de

songer à notre ami commun, Philippe Ariès, dont il admirait l'œuvre et qui lui avait permis de publier dans une collection qu'il dirigeait chez Plon son «Histoire de la Folie», honteusement refusée par les éditeurs.

Nous avions évidemment un autre grand ami commun, Maurice Clavel, avec qui il s'était bien battu dans diverses offensives d'après 68 et qui avait donné de sa pensée, surtout des «Mots et des choses», une interprétation qu'il ne récusait pas. Clavel avait tout de suite discerné à quel point cette analyse somptueuse de la culture occidentale depuis la Renaissance dépassait de beaucoup le cadre du structuralisme. «Foucault, à l'heure même où toute philosophie va aux sciences comme un fleuve à la mer ou la vache au taureau, Foucault prend telle époque du savoir, y compris la nôtre, et dépiste en chacune le sol, la base, l'a priori historique, le code général, peut-être la métaphysique implicite qui lui permet de se constituer, comme science et de constituer les objets, son réel et sa pensée à la fois...» Avec son flair habituel et l'éclair du génie, Clavel expliquait Foucault, lequel sans doute comprenait mieux ainsi la portée de son travail au point d'écrire à son interprète :

micHEL foucault

«Si on me demande maintenant, comme on l'a fait souvent «d'où parlez-vous donc ?», je dirai que j'ai parlé de ce point où je me tais maintenant, où Clavel a parlé pour moi, en passant, un jour où il pouvait dire des choses tellement plus importantes».

Ce point où Clavel parlait pour lui, c'était le destin de la pensée occidentale, en particulier de ce fameux humanisme destiné à s'effacer comme un visage de sable. Il fallait que quelqu'un montre à quel point le strict champ structural était contourné pour voir beaucoup plus loin et deviner les énigmes de notre pensée et de notre devenir. La vanité de penser structuralement contre le sujet, ou contre l'humanisme éclatait pour une remise en cause singulièrement plus pertinente du socle même de notre culture. Une telle force dans l'analyse attestait d'une pensée qui retrouvait la question philosophique au-delà de l'agnosticisme structuraliste. D'où quelques conversations très intéressantes entre les deux hommes, mais inabouties. Dans la finale de «L'archéologie du savoir», Foucault écrira à l'adresse des humanistes modernes : «Il se peut bien que vous ayez tué Dieu sous le poids de vos écrits. Mais ne croyez pas faire de tout ce que vous dites un Homme qui vivra plus que lui !» C'est son dernier mot, du moins semble-t-il, en philosophie. On le regrette. Mais à lui seul ce mot constitue une formidable opération de dégagement. Toute la pensée moderne, celle de l'homme autosuffisant se trouvait frappée de précarité, pour laisser place à de nouveaux développements. Ceux de Clavel, entre autres, qui reprendrait toute l'analyse de Foucault dans une perspective de combat avec l'ange, décryptant dans chaque moment ou chaque épistémé de l'Occident l'enjeu spirituel qui lui donnait son sens. Après cela, l'auteur des mots et des choses est revenu à l'histoire sociale, à la prison, à la sexualité, ce qui n'était pas pur divertissement. Clavel n'en grognait pas moins : «Il s'occupe...»

Il s'occupait certes, mais non sans désarroi parfois. Lors de notre rencontre, début 1978, j'avais été frappé de la façon dont il avait eu l'air de faire un trait sur son engagement au service des prisonniers. Plus tard, il aura un

engouement bref mais intense pour la révolution de Khomeiny. Intellectuellement, il eut une période de doute, semble-t-il, au lendemain de la publication de «La volonté de savoir» que beaucoup n'apprécièrent pas. Lui-même remit en cause tout son plan de travail et l'ordonnance de l'histoire de la sexualité. En 1978, il nous avait parlé de ses recherches dans les Pères de l'Eglise, à propos de la conception chrétienne de la chair et de la Résurrection. Comment serait la nouvelle vie ? Ressusciterions-nous avec tous nos cheveux ? Il posait la question en riant et en se frottant son crâne poli. Il avait consulté à la Bibliothèque nationale tous les textes possibles.

Je ne sais quel est l'état d'achèvement du quatrième tome de l'œuvre finale de sa vie qui devait s'intituler «Les aveux de la chair» et concerner précisément la doctrine morale chrétienne du mariage dans les premiers siècles chrétiens. S'il manquait l'œuvre en serait comme déséquilibrée et amputée. Les deux tomes parus quelques jours avant sa mort, «L'usage des plaisirs» et «Le souci de soi» n'en présentent pas moins un vif intérêt. Jamais l'écrivain ne s'est montré plus limpide, atteignant une totale transparence dans la démonstration. Plutôt que de poursuivre son enquête sur la période moderne, comme il en avait manifesté l'intention, il a préféré se retourner vers l'Antiquité, la Grèce, la période classique et la période hellénistique, pour comprendre la façon dont nos anciens appréciaient ce qui concerne la sexualité. L'obsession victorienne n'est donc plus de mise. Et ce n'est de toute façon pas la notion de répression qui commande la compréhension des attitudes devant le sexe. C'est bien plutôt le souci de soi, non pas dans une perspective hédoniste, mais en tenant compte du cadre social, de la diététique, du rôle social du citoyen, du souci de l'âme. Entre les deux périodes étudiées, des évolutions importantes se dessinent notamment quant à la femme, la réciprocité au sein du couple et une certaine dévaluation de l'homosexualité. Au passage, les différences avec l'attitude chrétienne sont indiquées, sans être majorées. Il en est en effet possible de trouver nombre de

convergences, voire même une évolution dans le même sens qu'imposera l'Eglise des premiers siècles. La différence majeure n'est pas d'attitude mais de fond, avec la doctrine du péché et le nouveau regard qu'elle implique sur soi et ses actes.

Sans vouloir entrer plus avant dans la composition des deux livres, je voudrais insister sur la parfaite honnêteté de l'analyste, d'une docilité parfaite à l'égard des textes et d'une rigueur qui ne cesse de s'allier à l'esprit de finesse dans leur interprétation. Cela l'a conduit, il le souligne au passage, à abandonner quelques uns de ses préjugés et à tirer des conclusions qu'il n'attendait pas.

Mais pour reprendre le mot de Clavel : de quoi s'occupait l'auteur des «Mots et des choses» en étudiant les mœurs antiques ? Souci désintéressé de l'historien ? Sûrement pas. Toute son œuvre, toujours au carrefour de l'histoire et de la modernité ne se comprend que comme une interrogation urgente sur notre présent. Il n'en va pas autrement de cette minutieuse analyse malgré le détour à travers les siècles. Comprendre le Grec du Vème siècle est pour lui, le moyen de nous mieux connaître et de mieux se connaître. Et risquons cette affirmation : de mieux comprendre, lui Foucault, l'énigme de sa propre homosexualité. Sans que ce point de vue dévie le moins du monde l'équilibre de l'ensemble, il faut convenir que la réflexion grecque devait singulièrement le remettre en cause lui-même. L'homosexualité grecque s'inscrit en effet dans un paradoxe extrême, elle cultive une idée très épurée de l'amitié jusqu'à en faire le point de départ de la grande quête métaphysique de l'amour (cf le Banquet de Platon), au point de valoriser l'abstention des plaisirs. Par ailleurs, il est vrai que dans la période classique l'amour des hommes est le lieu privilégié de l'échange réciproque de l'amitié, ce lieu échoira à la vie commune des époux dans la période postérieure. Quoi qu'il en soit, «L'histoire de la sexualité» comme les autres études de Michel Foucault nous permet de mieux percevoir la vie du corps social, en ethnologues du présent comme le voulait Philippe Ariès.

Gérard LECLERC

Michel Foucault -L'usage des plaisirs, Le souci de soi- T. II et III de «L'histoire de la sexualité» (Gallimard), 2 volumes : franco 180 F.

Jacques bainville célèbre et méconnu

«Jacques Bainville est à la fois célèbre et mal connu», constate Jean Montador dans l'avant-propos de l'ouvrage qu'il a consacré au grand historien. Une redécouverte s'impose.

Bainville est célèbre en effet. Son «Histoire de France» et son «Napoléon» figurent depuis des années dans Le Livre de Poche. Mais ces deux classiques ne donnent encore qu'une idée trop partielle de l'œuvre d'un historien qui sut, mieux que la plupart des hommes politiques, prévoir l'avenir. Il faudrait donc rééditer ses ouvrages sur l'Allemagne, à commencer par le «Louis II de Bavière», ainsi que son «Histoire de trois générations» et son «Histoire de deux peuples» qui expliquent, lumineusement, les relations entre la France et son puissant voisin et les fautes accumulées par nos gouvernements successifs, qui conduisirent aux épreuves que l'on sait. Mais il faudrait surtout, pour que l'on puisse mesurer l'immense talent et l'exceptionnelle capacité de prévision de Jacques Bainville, publier à nouveau ces «Conséquences politiques de la paix» qui expliquent, au lendemain de la signature du Traité de Versailles, comment une nouvelle guerre se déclenchera, lorsque la «mécanique homicide» du traité aura produit tous ses effets.

Historien lui-même, Jean Montador sait rappeler très clairement les situations que Bainville analysait, nous permettant de comprendre par quelle méthode il est possible d'être un «historien de l'avenir». Car la leçon bainvillienne ne doit pas être perdue : malgré la modification profonde des situations qui étaient étudiées sous la IIIème République, il y a, dans ces ouvrages consacrés non seulement à l'Allemagne mais aussi à l'Angleterre, à la Russie, à la France, matière à d'actuelles et fructueuses réflexions.

Le livre de Jean Montador nous donnerait seulement le désir de cette lecture ou de cette relecture qu'il serait déjà indispensable. Mais il y a plus que cela. Une recherche sur la personnalité

très discrète de Bainville, et sur une vie de travail qui ne fut pas seulement consacrée à l'histoire et aux chroniques de politique étrangère : le théâtre, la littérature et l'économie y occupent une place qui est loin d'être négligeable. On trouve aussi, dans ce «Bainville», des pistes sur l'histoire de l'Action française, qui apparaît moins monolithique qu'on ne le dit. A côté de Maurras, philosophe engagé jusqu'à la violence, et de Léon Daudet, polémiste pas toujours avisé, Jacques Bainville est un homme paisible qui, tout en demeurant fidèle jusqu'à la mort à ses deux amis, ne partagera pas toutes leurs convictions ni toutes leurs passions. Jean Montador révèle par exemple que Bainville ne fut pas anti-dreyfusard, et son œuvre paraît exempte de l'antisémitisme pratiqué par l'Action française. Le libéralisme qu'il professait dans le domaine économique montrait aussi qu'il avait su préserver son indépendance de pensée. Une étude sur le royalisme



de Bainville serait donc bienvenue, et il faut souhaiter que le livre de Jean Montador en donne l'idée à un chercheur.

Une telle étude permettrait non seulement d'établir ce que la pensée bainvillienne avait de spécifique, mais aussi de montrer comment la fidélité au projet monarchique sut inspirer une politique étrangère cohérente et des avertissements très lucides quant aux dangers qui pesaient sur la France. Royaliste, Bainville sut à la fois défendre sa conviction politique, servir son pays et conseiller les gouvernements de la IIIème République, ou du moins les avertir du danger hitlérien. Autre leçon, qui ne doit pas être perdue.

Yves LANDEVENNEC

Jean Montador -Jacques Bainville, historien de l'avenir- Préface de Marcel Jullian. Editions France-Empire, 264 p. prix franco : 74 F.

offre de documentation :

Nom : Prénom :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part :

- une documentation sur la Nouvelle Action Royaliste
- la brochure « Etre royaliste aujourd'hui » 10 F
- un abonnement d'essai de trois mois à «Royaliste» 16 F
- le livre « Le comte de Paris ou la passion du présent » 40 F
- le livre « La révolution tranquille » 40 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE : le tout pour 50 F (au lieu de 106 F)

Commandes et règlements à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP Paris 18 104 06 N.

le 19^{ème} siècle ou la célébration de l'office humain

Etre éveillé ou ne pas l'être... Comment être présent partout à la fois, au clavier des grandes orgues, à la crypte, à la sacristie, sur le parvis, sans quitter le maître-autel ? Comment emporter les imaginations sans soustraire la sienne ? C'est ce que raconte le plus grand voyageur de la saison, Philippe Muray, avec «Le 19^{ème} siècle à travers les âges».

Il ne s'agit pas d'un inventaire publicitaire, technique ou «pure-ment» sociologique comme Poirot-Delpech avait l'air de regretter (1), et ni Maxwell, ni Claude Bernard, ni Pasteur, ni Pierre et Marie Curie ne figurent ici comme d'ordinaire à leur place de «bien-faiteurs de l'humanité» - expression typiquement dix-neuviémiste, cela va de soi.

Muray voit le monde, l'existence, comme un paradoxe, comme une dissonance. Il y a bien des lois, un ordre, des enchaînements plus ou moins déductibles, mais il y a autre chose, un ennui. Il y a l'Ennui. J'ai envie de dire : Sacré Muray comme il dit : Sacré Baudelaire.

Littérairement, dans le corps-à-corps très assourdi qui tient nos lettres juste à la limite de l'asphyxie, juger qu'il y a un ennui, ou simplement de l'ennui, dans l'existence, cela revient à un dire, car il ne suffit pas de l'éprouver, un dire catholique. La tentation immédiate, c'est de couper court. Et sans attendre, car Dieu n'a pas voulu que les hommes se débilitent dans la souffrance et l'ennui. «Qui dit occulte, écrit Muray, dit aussitôt dénonciation du monde mal fait et annonciation du mode d'emplois pour le refaire».

Muray relève que les célébrités littéraires du 19^{ème} n'ont pas cessé de couper court. Pour consoler de l'ennui, elles ont diffusé toutes sortes d'euphorisants. Grâce à leurs tours de passe-passe, l'horizon de l'affranchissement définitif apparaissait en filigrane.

Tout a commencé par un nettoyage. Nuit du 7 avril 1786. Transport des dépouilles du cimetière des Saints Innocents aux Ca-

tacombes. Mesure d'hygiène qui marque, en un sens, la fin de l'ancien régime où la mort composait avec l'ordure. Une fois qu'on avait nettoyé la mort du vivant qui s'y mélangeait, retournement. On va bouter du mort dans le vivant. Du sang et du fluide réoxygéné dans le grand collecteur de l'Humanité.

Passage en revue des «nécromans» rompus à toutes les rubriques, poésie, théorie, par tous les canaux, presse, sectes, université : Renan, Comte, Michelet, Nerval, Hugo, Sand, Zola. Elaboration du socio-occultisme. Infiltrations de l'occulto-socialisme. Mouvements reptiliens. Croyances, toujours d'actualité, à l'inconscient comme profondeur. Mise en communication avec l'espèce, la Loi de l'Espèce. Rêve, en effet, d'un éveil total, définitif, dans un siècle somnambule. Hugo et ses tables tournantes. Sand, jouant aux quilles avec le crâne de son père. Michelet, toujours et par quelle grâce (?) en surplomb du genre humain, qui, entre deux auscultations jubilantes des étrons de Madame, prend sur lui de tirer Satan de son impopularité injustifiable : «Satan, nom bizarre de la liberté jeune encore.»

Equivalence des fins et des moyens. Fin : socialiste. Moyens : occultistes. Ou fin occulte avec rituel social, vraiment social. Conséquence directe de la Grande Révolution de 89 - pour jouir en passant de la verve laïciste plutôt tristouille ces temps-ci ; et Muray ne va pas arranger les choses - «La mise à mort des représentants de Dieu engendre aussitôt une crue de représentations de Dieu».

En avant marche. Peuple. Femme. Nature. Progrès. Travail. Nature.

Muray joue sur soci-alisme et sur sosie-alisme. Chaîne de l'éternel retour, intégralement humaine, sans extériorité. Il apporte assez d'illustrations sur ce sujet. Il montre surtout l'usage du revenant dans l'affaire. C'est ce qui interdit le survenant. Le 19^{ème} projette *sosialement*, c'est-à-dire contre l'événement - et dire qu'il y a eu de l'événement, c'est aussi une façon d'être catholique : Jésus Fils de Dieu. Le 19^{ème} projette de la mort propre pour mieux endiguer la catégorie du temps, la catégorie de l'ennui, pour limiter l'exaspération de la vie qui fait encore un peu désordre.

Les euphorisants, c'est bien mais ça ne suffit pas. C'est un peu comme dans les camps de vacances pour naturistes : tout le monde joue le jeu ou alors ça tourne au malaise. Et Muray, avec une insolence délectable (si l'on imagine instantanément et sans méchanceté la moue du célébrant laïciste...) va désigner les névralgies, les observateurs, les contemporains qui ne sont pas dupes, ceux de la brigade des stupés en quelque sorte : l'Eglise, catholique, apostolique, et, toujours et encore, romaine. Promulgations insensées des dogmes : Immaculée Conception, Infaillibilité pontificale, culte du Sacré-Cœur de Jésus. Pouahh... adoration de reliefs organiques dont on ne sait où se bornent divin et humain. On préfère de loin le marbre des tombeaux ou l'érection tranquille, vasectomie garantie sur facture, des menhirs qui pèsent leur infaillibilité anticorrosive - c'est déjà le rapport masse-énergie.

Il y a une chose que nous oublions et c'est une invention majeure du 19^{ème}, l'opinion. Etre ou ne pas être dans le sens de l'opinion. La faire parler. En être le porte-parole. Jouir simultanément avec les autres, c'est tout ce que ça veut dire. Sous-entendre quand il le faut à condition d'avoir les moyens.

«On se scandalise toujours, écrit Philippe Muray, de la pudibonderie bétonnée du 19^{ème}, de ses rougeurs victoriennes conduisant à des censures sordides ou à des procès grotesques (Madame Bovary, Les Fleurs du Mal), mais on ne voit jamais - et pour cause - sur quelle obscénité communautaire retournée se fonde cette défense féroce des bonnes mœurs.

On ne peut pas tout profaner à la fois. La conscience publique est beaucoup trop occupée à s'exciter autour de la danse des curés retirant leur robe et rentrant dans le siècle pour tolérer un type de débordement radicalement différent. (...) Permanence des attaques chroniques contre le célibat des prêtres qu'on tient absolument comme au 19^{ème} siècle à faire rentrer dans la détresse sexuelle commune...Et en effet, tant qu'il y aura des célibataires de vocation, tant qu'il en restera dix ou même un seul, on ne sera pas tranquilles. Tant qu'il restera des gens qui se débent à l'acte manqué, tous nos actes sexuels quotidiens seront gênés dans leur idéalisation du ratage, puisque celle-ci ne peut être réussie que si elle est absolument unanime, c'est-à-dire précisément : s'il n'y a personne pour nous voir mentir du dehors.»

Je crois qu'avec le Murras de Boutang et cet essai de Philippe Muray, nous tenons les deux livres du semestre, pour ne pas dire : il y a longtemps que nous les attendions. Cela justifiera qu'on y revienne en soulevant une problématique plus immédiatement politique.

Philippe DELAROCHE

Philippe Muray -Le 19^{ème} siècle à travers les âges- Coll. «L'infini», éd. Denoël, 696 pages, 157 F. franco.

(1) Poirot-Delpech n'a pas fait la critique du livre, il a laissé apparaître sa gourmandise agacée en insistant sur la virtuosité de Muray, le titre soi-disant mauvais - curiosité : Thibaudet trouvait le titre des «Fleurs du Mal» roco-co ; il aurait préféré «Les Limbes». Décidément...

les jeunes royalistes se réorganisent...

La création du Collège de Coordination Nationale des Jeunes Royalistes est officielle, sa première réunion a eu lieu le 15 septembre.

Pourquoi une telle démarche ? Il nous est apparu que l'existence d'une jeunesse militante organisée était indispensable à notre développement. Cette structure nous permettra de réaliser totalement la conception que nous nous faisons du combat à mener pour le retour de la monarchie.

Désormais des secteurs spécifiques et limités sont confiés à des responsables dont le but est de favoriser une meilleure continuité dans nos actions. Ces personnes pourront s'y consacrer pleinement sans que leurs études soient perturbées grâce au travail d'équipe. Nous envisageons une parution plus régulière de nos publications. («Royaliste-U» qui traite des problèmes étudiants et «Royaliste-J» d'intérêt plus général). D'autre part nous aurons une certaine autonomie financière par nos ventes et opérations diverses : celle du solde d'éditeurs notamment (— 10% sur les prix libraire). De plus notre vie militante est mieux structurée : toutes nos actions de propagande seront préparées minutieusement au plan national ce qui nous vaudra une audience accrue.

Nous nous sommes de plus aperçus qu'il nous fallait améliorer l'accueil fait aux nouveaux.

Ceux-ci doivent savoir ce qui nous motive, ce qu'ils peuvent faire immédiatement dans le cadre de notre mouvement et bien sûr ce qu'est notre conception du royalisme par des entrevues aussi chaleureuses que possibles. Surtout nous allons nous efforcer d'augmenter nos rencontres afin d'approfondir les connaissances, le jugement politique et le sens critique de nos militants sans pour autant établir une école de pensée dogmatique qui est toujours source de sclérose intellectuelle... Bref intégrer rapidement nos amis dans l'action que nous poursuivons...

Le Collège de Coordination Nationale fonctionne sous la responsabilité de Jean-Marie Tissier, membre du Comité Directeur, voici les responsables et les secteurs d'activités dont ils ont la charge : Antony Spano (Publications, tracts, affiches); Xavier Bown (Trésorerie, librairie, publicité, ventes journaux); Laurent Grangeret (Action royaliste, réunion, colages, sessions); Frank Lafont (Relations publiques, accueil des nouveaux, courrier).

Faites connaître à tous les jeunes intéressés par l'avenir de notre pays et que vous côtoyez qu'il existe encore une organisation originale au langage différent et que

la désaffection du jeu politique pratiqué par les partis, si légitime soit-elle, ne doit pas engendrer un refus systématique de tout projet quel qu'il soit. Nous sommes là !

Frank LAFONT

Abonnez-vous à notre journal. 12 F (si vous avez moins de 25 ans), 30 F (pour les plus de 25 ans), 50 F (abonnement de soutien) pour 5 numéros, CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

NOTRE SOUSCRIPTION D'ÉTÉ

Un grand merci à tous ceux qui répondant à notre appel du mois de juillet nous ont aidé par leurs prêts ou par leurs dons à franchir le cap des mois d'été, toujours délicat pour notre trésorerie. Nous serons complètement rassurés quand nos échéances du mois d'octobre seront garanties. Pour cela un petit effort est encore nécessaire. Que ceux qui n'ont pas encore contribué à la souscription ne restent pas sourds à notre demande. Nous comptons sur eux.

1ère LISTE :

J. BEAUME : 800 F - Anonyme Isère : 100 F - O. PFISTER : 100 F - A. LAZINIER : 155 F - R. de ROQUANCOURT : 55 F - Anonyme Ariège : 35 F - N. LUCAS : 840 F - S. WILLOTTE : 139 F - Ano. Bruxelles : 238 F - C. BENTZ : 100 F - L. BOISSAVY : 100 F - G. GOUBY : 107 F - Ano.

Lyon : 55 F - L.-A. de ROUX : 25 F - Ano. Vienne : 100 F - G. BOLLUT : 60 F - R.V. (aude) : 100 F - J.P. LOPEZ : 30 F - G. de FICQUELMONT : 30 F - J. PIDANCET : 125 F - J. SOUNDA : 66 F - J.-L. LANHERS : 25 F - B. PIRIS : 50 F - P. GASCOUIN : 50 F - A. FINCATO : 50 F - P. ERRE : 40 F - C. MORY : 200 F - M. PARIS : 200 F - A. BERGON : 15 F - S. LACOUR : 120 F - E. LENOIR : 200 F - M.D. : 100 F - G. BOYER : 55 F - P. LECUREUIL : 50 F - G. LERES : 200 F - B. SONCK : 15 F - J.-P. RICHEZ : 5 F - G. TAILLEUR : 55 F - C. FLEURY : 55 F - J.M.M. : 55 F - P.G. : 55 F - P. ISAMBERT : 155 F - M. LERMINIAUX : 100 F - R. LOUIS : 100 F - J.-C. HOUX : 155 F - P. LAGORCE : 100 F - E. HUMEAU : 15 F - D. CLAUDEL : 15 F - H.M.B. : 5 F - B. CHAPON : 55 F - C. HARREL-COURTES : 145 F - J. de TREMEUGE : 50 F - Mme BICHELER : 55 F - Ano. Aisne : 200 F - J.-M. ROBERT : 75 F - L. GRANGERET : 200 F - M.D. : 10 F - F. HISS : 150 F - C. BLANCHARD : 100 F - J. EBSSTEIN-LANGEVIN : 55 F - A. BOUVERET : 100 F - Mme FABRE de RIEUNEGRE : 155 F - H. PETER : 15 F - F. GERLOTTO : 700 F - M. DUTAC : 200 F - J.-C. DUMONT : 15 F - R. PARIS : 55 F - G. de VAUX : 56 F - J. GIRAUD : 86 F - J. HUSSE : 50 F - A.E. : 55 F - S. RIVES : 27 F - G. DORSO : 200 F - J.-L. H. : 400 F - P. JACQUET : 1000 F - F. HUGOT : 55 F - R. HOSTACHE : 200 F - P.J. DURBIE : 100 F - D. CARETTE : 50 F - G. BOSC : 55 F - B. BUILIEZ : 237 F - F. VIET : 55 F - J.-M. GURVIL : 100 F - J.C. DEYDIER : 100 F - M. HEDELIN : 19 F - B. LACAZE : 335 F - J. SOUMAGNE : 100 F - Y. PRIGENT : 50 F - Mme AUBOYNEAU : 400 F - S. BIANCHI : 350 F - Ph. CLAVEL : 210 F - DESQUINES ALIGUIAIRE : 120 F - Anonyme Toulouse : 35 F - J. POMMIER : 102 F - G.L. : 25 F - R. LENTE : 90 F - A. PUJO : 20 F - Ph. POYARD : 35 F.

Total de cette liste : 12 761 F

royaliste 

SOMMAIRE

- La fête de l'Huma - p.2
- Education : ce sera dur -p.3
- Et la justice sociale ? - p.4
- Que pensez-vous des hommes politiques ? -p. 5
- Référendum et démocratie- p.6
- Michel Foucault - p. 8
- J.Bainville, ce méconnu - p.9
- Le 19ème siècle à travers les âges - p. 10
- Action royaliste - p. 11
- Changer la politique -p.12

Directeur de publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
Commission paritaire : 51700
- changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 5 F en timbres pour les frais,
- les illustrations ont été fournies par le groupe photo et sont la propriété du journal

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :
.....
.....

Profession ou Etudes :

date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Y a-t-il eu, cet été, des changements significatifs ? A l'évidence oui, bien que certains, dans l'opposition, s'obstinent à en nier la portée et même la réalité.

Le départ de Mauroy, l'arrivée de Fabius ? Ce n'est pas seulement une question de style ou de génération. L'homme qui a quitté Matignon a vécu et subi avec courage l'insurmontable contradiction entre sa foi en un socialisme vieilli, inopérant, et les dures exigences d'un quotidien déconcertant. D'où l'improvisation, les fautes, et l'usure si visible à la fin... Les nostalgies historiques et les fidélités militantes n'embarasseront pas le nouveau venu. Sa nomination consacre la défaite du socialisme tel qu'il était conçu depuis Jaurès. Dans l'immédiat, c'est sans doute un avantage. Mais la froideur technicienne n'est pas sans inconvénients : on ne peut bien gouverner sans quelque forte conviction. La question est de savoir si Laurent Fabius la possède ou peut l'acquérir.

La fin de la querelle scolaire ? C'est évidemment une bonne nouvelle, qui marque, elle aussi, la fin d'un certain socialisme archaïque, dérisoire, mais dangereux pour la paix civile comme on l'a vu au printemps dernier. Que de temps perdu et de déchirements inutiles ! Quel échec cinglant pour un gouvernement qui voulait mobiliser l'opinion et l'a retournée, massivement, contre lui ! La lucidité a été bien tardive, mais l'essentiel est qu'on y soit parvenu.

La bataille du référendum ? Le Président de la République a eu raison de l'engager mais tort - s'il y tenait vraiment - de choisir une procédure qui conduisait à l'échec de son projet. Il gagne le mauvais procès que la droite lui faisait sur la question des libertés. Il fait apparaître le sectarisme et la mauvaise foi d'une opposition, «gaulliste» notamment, qui sacrifie sa doctrine de l'Etat et de la démocratie à sa passion de revanche. L'ennui est que cette démonstration ne semble pas avoir retenu l'attention de l'opinion publique. L'inquiétant est que ce combat tactique risque de faire tomber en désuétude la procédure du référendum et de favoriser la lecture parlementariste de la Constitution. Il y aurait là un véritable changement, négatif parce que réactionnaire au pire sens du terme.

PERIPETIES

J'allais oublier le départ des communistes du gouvernement, qui relève plus de la péripétie que de l'événement. Selon la juste formule de Jacques Julliard, les communistes étaient au gouvernement

changer la politique



par
bertrand
renouvin

sans être au pouvoir. Simples exécutants d'une politique dont la définition leur échappait, incapables de modifier son cours, les ministres communistes étaient objectivement complices d'une politique contraire à leurs souhaits. Leur départ ne changera rien, ni pour le pays, ni pour eux-mêmes : il n'est qu'un moment dans le déclin d'un parti sans idéologie pertinente, sans projet attirant, et à l'identité fuyante. Il y a longtemps, déjà, que le communisme, ne peut plus apparaître comme la «jeunesse du monde».

La «décrispation» d'une hypothétique «deuxième droite» ressort, quant à elle, de la simple anecdote. La logique propre aux grands appareils politiques et les règles actuelles du jeu politique incitent à la violence verbale, aux discours délirants. Quand un parti a pour seule ambition la reconquête du pouvoir, quand il ne peut présenter le moindre projet cohérent, il n'y a pas d'autre voie. Cela ne signifie pas que les analyses mesurées et les gestes d'apaisement de certains «cadets de la droite» soient méprisables. Bien au contraire. Mais ils n'imposeront rien aux états-majors de notre guerre civile froide, qui les dénoncent déjà comme ambitieux et «collabos». Si ces «cadets» veulent changer la politique, ils devront agir ailleurs et autrement. En attendant, nous sommes condamnés à entendre le toujours même discours d'opposition. Jusqu'à l'écoeurement.

L'AVENIR DU SOCIALISME

Tel est le bilan politique de l'été, qui n'a rien d'exaltant. Effondrement des mythes, fin des illusions, retour à la «sagesse» gestionnaire, éternel combat des mêmes contre les mêmes... L'important est de ne pas s'y résigner. Après tout, ces erreurs et ces échecs étaient peut-être nécessaires pour qu'un nouveau projet surgisse et triomphe de la médiocrité du temps.

Parce qu'ils ont payé très cher leurs discours idéologiques et leur sectarisme, parce qu'ils ne peuvent ignorer les limites de leur parti, les socialistes sont en mesure de revenir à leur idée-mère : celle qui dit la nécessité - aujourd'hui très urgente - de défendre la société contre la violence de l'économie, de créer de nouvelles solidarités et de faire prévaloir le souci de la justice contre la rationalité technique. Ce «socialisme»-là, qui ne devrait plus rien aux doctrines qui portent ce nom, peut être un projet d'avenir si ceux qui sont en mesure de le concevoir ne succombent pas à la mode néo-libérale ou à la tentation de simplement limiter les dégâts. Si d'autres, dans la droite gaulliste singulièrement, ont le courage de retrouver leur véritable tradition, la question politique pourrait être enfin repensée dans son ensemble et nous cesserions de subir les mouvements erratiques qui nous font aller de l'individuel au collectif sans souci des médiations.

Pour le moment, hormis le Comte de Paris (1), seul le Président de la République a compris l'enjeu et tente de parvenir à cette situation de médiateur, pour servir ce qu'il appelle les «biens communs à la nation». Le drame est que ses partisans comme ses adversaires le veulent partie prenante à leurs affrontements, que la logique de notre système politique l'y entraîne et que les institutions ne permettent pas l'indépendance nécessaire à un véritable arbitrage.

Pourtant, là encore, le pire serait de se résigner. Aucun citoyen ne devrait rester insensible aux appels lancés par le Président en faveur de l'unité : toute parole qui l'exprime, tout acte qui l'esquisse doivent être considérés comme des bienfaits. F. Mitterrand aura accompli une tâche essentielle s'il fait prévaloir, par delà les passions partisans, le désir de l'unité. Il restera à l'accomplir et à l'incarner durablement. La tâche des royalistes est de dire à quelles conditions en posant, inlassablement, la question du pouvoir politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sa «Lettre aux Français» est, aujourd'hui comme il y a un an, d'une évidente actualité.